

Mar. 26 avril
2022

en visio-
conférence

Lancement de l'appel à projets de recherche & innovation 2020

Pour et sur l'engagement des parties
prenantes dans les filières et les
territoires pour appuyer et valoriser
la réduction de l'usage et des impacts
des produits phytosanitaires



ÉCOPHYTO
RÉDUIRE ET AMÉLIORER
L'UTILISATION DES PHYTOS


GOUVERNEMENT
*Liberté
Égalité
Fraternité*


OFB
OFFICE FRANÇAIS
DE LA BIODIVERSITÉ

INRAE

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
Présentation de l'axe Recherche et Innovation du plan Ecophyto II+	3
Appel à projets de Recherche & Innovation « Pour et sur l'engagement des parties prenantes dans les filières et les territoires pour appuyer et valoriser la réduction de l'usage et des impacts des produits phytosanitaires	4
2IDCUMA : Identifier l'Impact Différencié des CUMA dans la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires : Efficience, aspects organisationnels & changement des pratiques	5
PHYTINFO : Les outils numériques au service de la réduction des pesticides	7
FILTER : Des filières territoriales vectrices de pratiques agroécologiques	9
RedAcSol - Réduction des produits phytosanitaires : le rôle de la consommation en tant qu'acte social.....	11

INTRODUCTION

Présentation de l'axe Recherche et Innovation du plan Ecophyto II+

L'axe Recherche et Innovation (axe R&I ou axe 2 du [plan Ecophyto II+](#)), intitulé « Améliorer les connaissances et les outils pour demain et encourager la recherche et l'innovation » vise à mobiliser et structurer les différentes communautés de recherche-innovation pour produire et améliorer les connaissances et les outils nécessaires pour atteindre les objectifs de réduction de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et des risques associés. Il est copiloté par la DRI du CGDD/ MTES, la DGER/MAA, la DGS/MSS et la DGRI/MESRI.

L'axe R&I vise ainsi à mobiliser et orienter l'ensemble du système de recherche-innovation avec de fortes incitations pour la formation et la vulgarisation scientifique, afin d'apporter les connaissances nécessaires pour répondre aux défis posés par la réduction de l'usage des produits phytopharmaceutiques et de leurs impacts, sur la santé et l'environnement.

Pour définir, piloter et mettre en œuvre l'ensemble de ces actions, il s'appuie sur un Comité Scientifique d'Orientation « Recherche et Innovation » (CSO R&I), composé d'une trentaine d'experts ([Plaquelette présentant les membres du mandat 2019-2022 du CSO R&I](#)) de différentes disciplines, nommés *intuitu personae* et reconnus pour leurs travaux ou leurs engagements sur tous les aspects relatifs à la protection des cultures et à la réduction des produits phytopharmaceutiques, ainsi que de leurs risques et impacts sur la santé et l'environnement.

Son ambition est de poursuivre le décloisonnement disciplinaire afin de porter une vision globale des enjeux et des solutions pour atteindre les objectifs du plan Ecophyto.

Appel à projets de Recherche & Innovation « Pour et sur l'engagement des parties prenantes dans les filières et les territoires pour appuyer et valoriser la réduction de l'usage et des impacts des produits phytosanitaires »

Lancé en 2020 dans le cadre de la programmation de l'axe 2 « Améliorer les connaissances et les outils pour demain et encourager la recherche et l'innovation » du plan Écophyto 2+ par la DRI du CGDD/ MTES, la DGER/MAA, la DGS/ MSS et la DGRI/MESRI, cet appel à projets de recherche et innovation ou de recherche-action est financé par l'OFB à partir des crédits issus de la redevance pour pollutions diffuses, pour des projets d'une durée maximale de 36 mois et dont le montant de l'aide demandée est inférieur à 250 k€. La dotation financière prévisionnelle de cet appel était de 2M€.

Pour répondre aux objectifs de réduction de l'usage des produits phytopharmaceutiques, les agriculteurs doivent faire face à de nombreux verrous liés à l'organisation des systèmes socio-techniques dans les filières et les territoires. Or, pour certains de ces verrous, d'autres acteurs et parties prenantes possèdent les clefs permettant de les lever. C'est pourquoi changer la perception de la chaîne de valeurs et retravailler la répartition des efforts engagés, entre les différents acteurs des filières agricoles et des territoires (les différents maillons de la chaîne jusqu'aux consommateurs), apparaît aujourd'hui comme un axe déterminant pour réduire significativement l'utilisation des produits phytopharmaceutiques ou les risques associés vis-à-vis de l'environnement et de la santé des êtres humains et des écosystèmes. Cet appel à projets de recherche s'intéresse à l'étude des moyens d'actions, des organisations d'acteurs qui permettent de lever les verrous socio-techniques à la réduction des produits phytopharmaceutiques tout en la valorisant jusqu'aux consommateurs. Les questions à traiter sont organisées autour de 4 thèmes :

- ◆ Les transformations nécessaires à l'émergence et au renouvellement des chaînes de valeur viables dans le temps et/ou à de nouveaux modes de coordinations à l'échelle des territoires
- ◆ La crédibilité et la perception des labels ou cahiers des charges liés à ces nouvelles chaînes de valeur
- ◆ L'analyse de l'efficacité (coûts et bénéfices, coûts risques) de ces nouvelles chaînes de valeur ou de ces nouvelles organisations territoriales et de leur partage entre les différentes parties prenantes
- ◆ Le rôle des acteurs publics et l'impact des politiques publiques pour favoriser ces nouvelles chaînes de valeur et/ou la meilleure coordination des parties prenantes à l'échelle du territoire.

De plus amples informations, ainsi que l'accès à la documentation des différents séminaires de travail et aux fiches de présentation des projets sont disponibles sur la [page EcophytoPIC](#) dédiée à cet appel.

Chiffres-clés de l'appel

Nombre de projets sélectionnés	Montant total projets	Montant total subventions	Taux moyen sélection LI	Taux moyen sélection dossiers	Début des projets	Fin des projets
4	1 666 400€	778 987€	46%	67%	2021	2025

2IDCUMA - Identifier l'Impact Différencié des CUMA dans la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires: Efficience, aspects organisationnels & changement des pratiques

36 mois

Responsable scientifique

Damien ROUSSELIÈRE, AgroCampus Ouest

damien.rousseliere@agrocampus-ouest.fr

Partenaires

UMR SMART-LERECO INRAE, UMR ESO CNRS, UMR IGEPP INRAE, UMR CREM CNRS ; Fédération nationale des CUMA

Mots-clés

CUMA ; Transition agroécologique Efficience ; Changements de pratiques ; Aspects organisationnels

Financement

Coût total du projet : 469 264 €
Subvention Écophyto : 216 800 €

Contexte et principaux objectifs

Le projet 2IDCUMA a pour objet d'identifier la contribution des organisations collectives à la transition agroécologique, en s'intéressant spécifiquement au cas des Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole (CUMA). Il s'agira de caractériser les mécanismes liés au partage collectif de matériel agricole permettant de réduire les pesticides par :

- (i) une meilleure efficience technique et organisationnelle, inhérente à l'adoption de nouveaux matériels ou la rationalisation et la planification au niveau de l'exploitation agricole, et
- (ii) des changements de pratiques inhérentes aux échanges entre agriculteurs. Nous mobiliserons à cet effet une approche pluridisciplinaire en économie, gestion, géographie sociale, agronomie et écologie afin de bien isoler et caractériser l'effet propre des CUMA.

Cette approche se déploie sur le plan méthodologique dans un cadre multiscalair. À l'aide d'une modélisation économique et agronomique de la demande de pesticides, nous identifierons les territoires qui feront ensuite l'objet d'une étude approfondie. Sur ces territoires identifiés, des données organisationnelles, économiques, écologiques et agronomiques seront recueillies et serviront à mettre au point un modèle de micro-simulation qui prendra en compte l'hétérogénéité des modèles de CUMA. Aussi, l'impact des CUMA sur la réduction des pesticides sera évalué tant au niveau de l'exploitation que des territoires, en tenant compte des effets de débordements économiques, sociaux et écologiques entre membres et non membres de CUMA. Enfin, nous chercherons à examiner cet impact à l'aune de la diversité organisationnelle des CUMA, de l'hétérogénéité du lien noué entre les CUMA et les agriculteurs, et du rôle des différents échelons fédératifs du réseau des CUMA en matière de conseil et d'appui technique.



Démonstration d'une bineuse. Crédit photo : FNCUMA

Résultats attendus et intérêt pour le plan Ecophyto

Le projet contribue aux objectifs du Plan Ecophyto spécifiquement sur la dimension collective de l'accompagnement vers la transition agroécologique. Il s'agira particulièrement

- i) d'identifier les effets propres liés au partage de matériel (en tenant compte des effets rebonds dû à une meilleure efficacité au plan de l'exploitation (Paul et al. 2019))
- ii) de repérer les leviers liés aux collectifs agricoles (origines des éco-innovations, modalités d'adoption de nouveaux matériels liés à l'agroécologie et des modalités de changement de pratiques)
- iii) de mettre en avant les bonnes pratiques pour en favoriser la diffusion

Le rôle spécifique des fédérations dans leurs interactions avec les CUMA (conseils, animations et soutien aux initiatives locales) sera particulièrement mis en lumière. Les résultats obtenus dans le contexte des CUMA seront confrontés aux résultats de l'équipe obtenus dans d'autres programmes de recherche portant sur les coopératives agricoles.

Livrables, valorisation et transfert envisagés

Publications et colloques scientifiques :

Valorisation de trois outputs scientifiques dans des revues scientifiques :

- Publication du modèle final de demande dans une revue en économie agricole, économie de l'environnement ou généraliste
- Du modèle multi-agent dans une revue en modélisation environnement et géographie
- Des études de cas (CUMA & Territoires) dans une revue en sciences sociales
- Organisation de sessions spéciales dans le cadre des JRSS ou du congrès de l'ACI...

Articles de valorisation/vulgarisation :

- Un numéro spécial de la revue *Entraid'*, le média des CUMA et du matériel agricole, sera consacré à la restitution du projet et illustrera les arrangements organisationnels et les stratégies fédératives les plus à même de produire des résultats agroécologiques positifs. Au cours de la vie du projet, plusieurs articles et encarts seront proposés pour donner à voir l'état d'avancement. Cette revue est largement diffusée au sein du mouvement et touche, au-delà de ce dernier, l'ensemble des parties prenantes du secteur agricole.
- Un article sera proposé dans les Cahiers du Développement Coopératif, revue élaborée conjointement avec le réseau La Coopération Agricole (ex Coop de France).

L'objectif de notre projet est de répondre à la question : **Dans quelle mesure les déclinaisons numériques des labels et plus généralement des vecteurs de l'information relative aux PP, participent-elles à la diffusion et à la valorisation de pratiques plus écologiques ?**

Nous évaluons la capacité des outils numériques et digitaux à constituer un levier pour la réduction des PP, de par leur impact sur :

- L'exploitation agricole, dans sa capacité à (i) maîtriser ses pratiques culturales pour s'engager dans une trajectoire agroécologique et (ii) valoriser économiquement ces efforts sur les marchés alimentaires (via des labels et informations au consommateur)
- Jusqu'au consommateur, par (i) la construction d'une information « éclairée » (ou non) sur la qualité des produits alimentaires et (ii) la façon dont ils s'approprient les outils numériques pour aider à leurs décisions d'achat.

Résultats attendus et intérêt pour le plan Ecophyto

- Comprendre l'usage du numérique dans une visée agroécologique par les **agriculteurs** et former les **étudiants-agriculteurs** pour une utilisation efficace du numérique pour la réduction des PP.
- Clarifier la **réglementation** sur l'encadrement numérique et des données relatives aux PP, des labels, certifications et cahiers des charges – permettant de recommander des modalités d'encadrement juridique du numérique pour plus de transparence, de protection des données et de fiabilité des informations sur les PP et la production durable ;
- Définir comment communiquer sur la réduction des PP auprès des **consommateurs** en vue d'impacts sur leurs comportements d'achat en clarifiant les conditions d'usage du numérique par les consommateurs.

Livrables, valorisation et transfert envisagés

Publications et colloques scientifiques :

- Les deux séminaires de restitution des résultats (Toulouse et Strasbourg)
- Publications scientifiques pour des revues à comité de lecture (de 5 à 8)
- 5 Rapports intermédiaires pour les WPs 1-5 (actualisation requise pour les WPs 1 et 5 en raison de la volatilité des outils et évolution des normes)

Articles de valorisation/vulgarisation :

- Site Internet et communication par réseaux sociaux sur le projet
- Actions de diffusion des résultats en coopération avec nos partenaires (brochures et vidéos en ligne...)
- Publications de vulgarisation scientifique

Présentation à des instances professionnelles ou de décision :

- Un cahier des charges comportant des recommandations pour un cadrage efficace de futurs outils à destination des décideurs politiques
- Des supports d'enseignement pour les lycées agricoles, les écoles d'agronomie et les associations de producteurs

FILTER – Des filières territoriales vectrices de pratiques agroécologiques

36 mois

Responsable scientifique

Pascal AUBRÉE, CIVAM

pascal.aubree@civam.org



Logo du réseau CIVAM. Crédits image : CIVAM

Partenaires

Réseau CIVAM ; Commerce Equitable France, FNCUMA ; CESAER (UMR, INRAe-AgroSup Dijon), UMR MOISA (CIHEAM, Montpellier) CIVAM ALPAD (CIVAM Landes) ; FRCivam Occitanie ; Agrof'île (CIVAM Île de France) ; Réseau CIVAM Poitou Charentes ; Réseau Cohérence

Mots-clés

Filière territoriale ; Chaîne de valeur ; Répartition de la valeur ; Gouvernance ; Agroécologie

Financement

Coût total du projet : 406 061 €
Subvention Écophyto : 249 796 €

Contexte et principaux objectifs

En complément des démarches de circuits-courts, de nouvelles organisations collectives se construisent et prennent la forme de filières territoriales. Sont ainsi nommées des chaînes de valorisation qui comprennent plusieurs intermédiaires, mais où l'ensemble des opérateurs impliqués travaillent ensemble à l'échelle réduite d'un territoire. Leurs fondements reposent sur un objectif de partage équilibré de la valeur ajoutée pour une meilleure rémunération des producteurs. Les premiers travaux de repérage et d'analyse ont montré que ces modèles de filières alimentaires territoriales qui apparaissent dans le paysage peuvent constituer des réponses pertinentes à la fois au regard des attentes des consommateurs en matière d'alimentation locale et de qualité et répondre aux enjeux sociétaux posés notamment par les pouvoirs publics en matière d'impact environnemental (pesticides en particulier).

Les CIVAM, les CUMA et Commerce Equitable France souhaitent s'investir sur cette thématique en s'engageant dans un projet partenarial de recherche action nommé FILTER. Il se déroulera sur la période 2022 – 2024. Prenant appui sur l'expérience d'un panel d'une dizaine de filières territoriales repérées au sein des trois réseaux, et avec l'apport de laboratoires de recherche de l'INRAE, ce projet de recherche participative consiste à :

- Mieux comprendre la dynamique de développement de ces filières, en portant le regard, sur les conditions de leur développement, de pérennisation économique et organisationnelle et de leur contribution à la consolidation de pratiques agroécologiques. L'étude d'une dizaine de filières locales ayant dépassé la phase d'émergence permettra d'analyser les déterminants économiques et de gouvernance contribuant à la création de valeur engendrée et à sa répartition entre les acteurs. Pour chacune de ces filières, seront observées les trajectoires des systèmes de production des fermes engagées afin d'appréhender de quelle manière elles sont liées à l'existence de ces filières.
- Enrichir les outils d'accompagnement à partir des enseignements précédents, en les mettant à l'épreuve auprès d'un panel de filières en émergence repérées dans les réseaux de développement partenaires du projet. Une phase plus large de diffusion des enseignements, outre les publications scientifiques, visera le réseau des GIEE et groupes 30000 auprès de qui il s'agira d'élargir la palette des leviers d'actions possibles sur la réduction des usages de produits phytosanitaires.



Les huiles de colza, tournesol produits par la CUMA Adour Protéoil . Crédit image : Réseau CIVAM

Résultats attendus et intérêt pour le plan Ecophyto

Les résultats attendus sont une consolidation des connaissances des processus d'émergence de ces filières à faible usage de produits phytosanitaires, des facteurs déterminants les choix organisationnels et économiques de leur mise en place et des conditions de leur pérennité. Il s'agit de rendre cette complexité plus accessible pour faciliter l'accompagnement de terrain de ces dynamiques collectives.

Ce projet propose de s'inscrire dans les objectifs d'Ecophyto 2 + visant à généraliser la réduction des pesticides par l'intérêt socio-économique que suscitent ces filières. Les partenaires seront vigilants à comprendre dans quelle mesure les filières territorialisées intègrent des éléments concrets en réponse aux problématiques de santé publique et d'écologie.

<i>Objectifs des filières territoriales</i>		<i>Leviers mobilisés</i>
<i>Systèmes de production durables</i>		<i>Productions en agriculture biologique</i> <i>Productions adaptées aux conditions locales → moins</i>
<i>Meilleure rémunération des producteurs</i>	<i>Revenu stable</i>	<i>Débouchés locaux, moins de volatilité</i>
	<i>Rapports de forces équilibrés</i>	<i>Se grouper, mutualiser, structures de tailles homogènes</i>
	<i>Relation de con-</i>	<i>Proximité, communication, coopération</i>
	<i>Gouvernance partagée</i>	<i>Fonctionnement démocratique</i> <i>Transparence</i> <i>Prix construits sur les coûts de production</i>
<i>Valoriser les spécificités des territoires</i>		<i>Productions typiques de la localité</i> <i>Mettre en avant l'origine des produits</i>

Bilan état des lieux : caractéristiques des filières territoriales. Crédit image : Réseau CIVAM - C. Barlier 2019

Livrables, valorisation et transfert envisagés

Publications et colloques scientifiques :

- Capitalisation et productions d'outils et ressources pédagogiques pour l'accompagnement et la formation : guide méthodologique (grilles d'analyse des filières sous l'angle de la répartition de la valeur, de la gouvernance, des pratiques agroécologiques ; outils et ressources pratiques et vidéos illustratives de trajectoires de filières et de fermes.
- Organisation d'un webinaire de restitution en partenariat avec le RMT "Alimentation locale".

Articles de valorisation/vulgarisation :

- Production de références académiques par la publication d'article(s) scientifique(s).

Présentation à des instances professionnelles ou de décision :

- Sensibilisation des GIEE et groupes 30 000 aux enjeux de filières locales comme leviers de réduction des usages de produits phytosanitaires : diffusion via la cellule nationale Ecophyto.

RedAcSol – Réduction des produits phytosanitaires : le rôle de la consommation en tant qu'acte social

36 mois

Responsable scientifique

Benjamin OUVRARD, INRAE GAEL

benjamin.ouvrard@inrae.fr

Partenaires

UMR GAEL INRAE - Université Grenoble Alpes ; Groupement Les Mousquetaires

Financement

Coût total du projet : 287 224 €
Subvention Écophyto : 65 880 €

Mots-clés

Acte social ; Consommation ; Distributeur ; Engagement

Contexte et principaux objectifs

La littérature économique établit que les consommateurs sont sensibles aux modes de production des biens et notamment à l'usage de produits phytosanitaires. Si cette littérature a apporté beaucoup de résultats sur la volonté à payer des consommateurs en fonction des modes de production, son apport est encore réduit en ce qui concerne la construction de l'acte de consommation et notamment le fait que la consommation est, en plus d'être un acte privé, un « acte social ». Plus précisément, nous entendons par acte social un acte pour lequel un individu (le consommateur dans notre cas) retire une utilité supplémentaire à consommer des biens qui sont offerts et/ou consommés par un groupe qui a des préférences proches des siennes. Cet effet peut ici se traduire par une valorisation, par les consommateurs, de l'engagement d'un groupe (offreurs et/ou consommateurs) pour une agriculture économe en produits phytosanitaires. Or, aujourd'hui, consommer un produit « vert » peut apparaître comme un acte social permettant de signaler sa prise de position pour la défense de l'environnement. Mieux comprendre et évaluer ce phénomène lèvera un verrou sur l'adéquation entre les stratégies de valorisation d'une réduction de l'usage des produits phytosanitaires et les attentes des consommateurs.

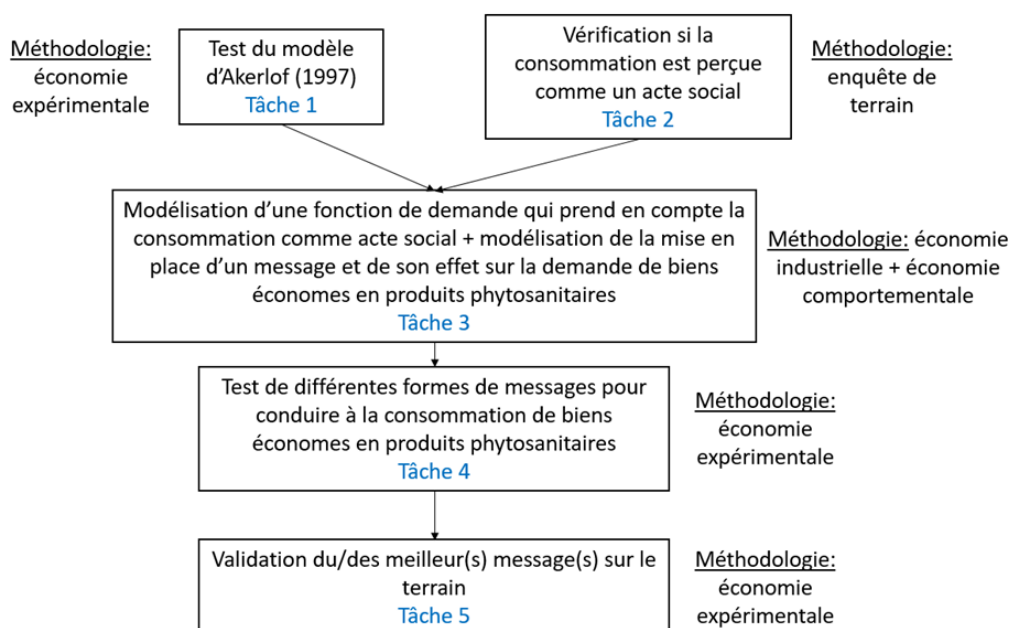


Schéma méthodologique du projet